





Table des matières

Contexte		4
Mots d'introduction		8
RCN Justice et Démocratie	8	
Echos Communication	9	
Principales conclusions et recommandations		10
Sur la mise en dialogue et ses défis	10	
Sur le statut de victime	11	
Sur des pratiques et approches inspirantes	12	
Sur les liens à établir entre l'interpersonnel, le collectif et le systémique	12	
Sur les publics visés en Belgique	13	
Sur l'apprentissage mutuel et la richesse des échanges de pratiques du "Sud" et du "Nord" :	14	

Contexte

Ces ateliers ont été conçus spécifiquement pour les acteurs et actrices communautaires, les associations et les praticien·nes locaux·ales engagé·es dans la résolution et la prévention des conflits, afin de pouvoir les outiller et les renforcer dans leurs pratiques et approches politiques et pédagogiques pour le vivre ensemble. À travers, entre autres, le partage d'expérience et les témoignages de praticien·nes qui œuvrent dans ce domaine en Belgique, au Rwanda et en RD Congo, ces trois journées ont créé un espace propice à l'apprentissage et à l'émulation réciproque. Au-delà des contextes et thématiques spécifiques, l'objectif des ateliers proposés était de rendre visibles les enjeux communs afin de faire émerger de nouveaux apprentissages en termes d'approches, de méthodologies et d'outils pouvant favoriser la cohésion sociale et le vivre ensemble au niveau local et/ou communautaire. Les échanges ont notamment porté sur les postures favorables à la mise en dialogue, des outils et stratégies permettant la prise de parole des publics silenciés et le dépassement des rapports de pouvoirs, des expériences en matière de justice restauratrice, ou encore des pratiques favorisant la réappropriation par les acteurs, actrices et publics concerné·es de leur capacité d'agir pour résoudre des conflits au niveau local.

À noter que la participation de 27 personnes à cette activité marque une première étape, jetant les bases du développement ultérieur d'activités de recherche et de plaidoyer. Dans ce sens, Echos Communication et RCN Justice & Démocratie travaillent au développement d'un dossier thématique sur la plateforme dynamique et participative <u>youmanity.org</u>. L'objectif est de capitaliser sur ce qui a été partagé durant ces trois jours et de faire perdurer et élargir les échanges et les réflexions au-delà des seul·es participant·es. Les métiers et postures de dialogue, les modes alternatifs de résolution de conflit, et d'une manière plus générale les manières plurielles de faire et rendre justice et de vivre ensemble en Belgique et ailleurs seront abordés dans ce dossier¹.

Le présent document n'a donc pas vocation à être exhaustif, et vient en complément des différentes présentations des intervenantes. Il reprend les principaux éléments de réflexions qui ont émergé de cette première rencontre.

¹Les contributions d'expert·es, et praticien·nes de divers horizons (géographiques et professionnels) sont les bienvenues. N'hésitez pas à prendre contact avec nos équipes pour en savoir plus.



Regards croisés sur la prévention et la résolution des conflits au niveau local

INSCRIPTION

https://tinyurl.com/vivrensemble

Du 28 au 30 novembre 2023 de 9h à 17h30 à Saint-Gilles (Bruxelles)

PianoFabriek • Rue du Fort 35, 1060 Saint-Gilles

Pour en

EC wivine.hynderick@echoscommunication.org savoir plus | RCN J&D brune.mercier@rcn-ong.be



L'Europe est confrontée à des défis majeurs en matière de vivreensemble, caractérisés, entre autres, par la montée des extrêmes, des processus de repli et de méfiance institutionnelle, qui, d'une manière générale, accentuent les phénomènes de polarisation en éloignant les communautés les unes des autres.

En Belgique, les communes ont un fort potentiel au regard de ces enjeux. C'est le niveau de pouvoir le plus proche des citoyennes et citoyens. Si elles sont les premières touchées par les transformations du lien social, de par leur ancrage local, elles sont également les plus à même de travailler à sa restauration.

De même, sur le continent africain, certains pays font face ou sortent de conflits violents et de multiples actrices et acteurs travaillent au rétablissement de la cohésion sociale, à la réconciliation et à la prévention des conflits au niveau communautaire.

Pour qui? Toute personne souhaitant partager et enrichir sa pratique dans la prévention et résolution des conflits au niveau local est bienvenue. Les ateliers s'adressent, de manière non exhaustive, aux travailleurstravailleuses sociaux, médiateursmédiatrices locaux, facilitateursfacilitatrices communautaires. agent·es de la prévention, éducateurséducatrices de rue etc.

Quelles sont les différentes pratiques formelles ou informelles développées en Belgique et ailleurs? Comment celles-ci peuvent- elles venir en appui et en dialogue aux pratiques d'autres ? Au-delà des contextes spécifiques, quels sont les enjeux communs, quels apprentissages en tirer?

Pour contribuer à cette réflexion, RCN Justice & Démocratie et Echos Communication proposent du 28 au 30 novembre prochain un programme d'ateliers au Pianofabriek à destination d'acteurs actrices communales aux, d'associations et praticien·nes actifs et actives au niveau local dans la résolution et la prévention des conflits.

À travers le partage d'expérience et les témoignages de praticien·nes qui œuvrent dans ce domaine en Belgique, au Maroc, au Rwanda et en RD Congo, ces trois journées permettront de créer un espace d'échange et d'inspiration mutuelle.

Au-delà des contextes et thématiques spécifiques, l'objectif des ateliers proposés est de rendre visibles les enjeux communs afin de faire émerger de nouveaux apprentissages en termes d'approches, méthodologies et outils pouvant favoriser la cohésion sociale et le vivre ensemble au niveau local/communautaire. Les échanges porteront notamment sur les postures favorables à la mise en dialogue, des outils et stratégies permettant la prise de parole des publics *silenciés* et le dépassement des rapports de pouvoirs, des expériences en matière de justice restauratrice, des pratiques favorisant la réappropriation par les acteurs, actrices et publics concerné·es de leur capacité d'agir pour résoudre des conflits au niveau local.

Par ailleurs, les résultats des ateliers seront capitalisés et serviront de support pour mener ensuite des actions de plaidoyer vis-à -vis des acteurs et actrices institutionnel·les compétent·es. L'objectif est d'enrichir les programmes et les politiques développés en matière de justice, de prévention des conflits et de promotion du vivre ensemble en Belgique.

PROGRAMME FINALISÉ

28 novembre 2023

9h00–9h30 9h30–10h30	Accueil Présentation croisée et cadre de l'atelier	
10h30-13h00	Belgique, Comment rassembler et faire dialoguer les parties prenantes en situation de conflits autour de constats partagés ? Éclairage de la médiation, partage de méthodologies et réflexions transversales sur les postures pour accompagner ce type de démarche par Bénédicte Maccatory et Guy Massart.	
13h00-14h30	Pause repas	

14h30–16h30 **Belgique**, Comment instaurer le dialogue et restaurer la confiance entre les citoyens et les institutions?

Partage d'expériences sur deux projets menés dans la Commune de Schaerbeek: "intégration des nouveaux arrivants" et "jeunes et police" par Gwendolynn Janssens (AC Schaerbeek), Manal Halil (VIA), Hélène Morvan (AC Schaerbeek) et Charles Traoré (Foyer Schaerbeekois).

16h30–17h30 **Temps d'échange, de synthèse et de** recommandations

29 novembre 2023

9h00–9h30 9h30–10h00	Accueil Présentation croisée et cadre de l'atelier
10h00-13h00	Rwanda, Quel est le sens de la justice, que peut-elle faire pour que les personnes se reconstruisent en lien avec leur communauté? Projection-échange autour du film Les cornes de la vache qui raconte l'histoire de communautés villageoises au Rwanda qui se sont réapproprié le débat de la justice en faisant face ensemble pour lutter contre les violences domestiques et sexuelles

12h00-13h00 Exercice pratique

13h00-14h00 Pause du midi

14h00–16h30 **Belgique**, Comment créer un dialogue qui soit porteur de narrations plurielles et qui identifie des chemins de réparation?

Témoignages des membres du Collectif Retissons du lien pour aair en

- Collectif Retissons du lien pour agir en commun. Viendront témoigner une personne victime des attentats de Bruxelles, une maman victime du départ de son enfant en Syrie et une personne de la société civile qui travaille autour des questions de la radicalisation violente.
- Partage d'expériences de Mme Salomé Van Billioen qui anime un dispositif en justice restauratrice en marge du procès des attentats de Bruxelles et réflexions sur les postures d'accompagnement.

16h30–17h30 Temps d'échange, de synthèse et de recommandations

30 novembre 2023

9h00-9h30

Accueil

9h30-10h30

Présentation croisée et cadre de l'atelier

10h00-12h00 Maroc, Comment accompagner des changements au niveau d'un territoire: dépasser les rapports de force et les préjugés et favoriser l'intérêt commun?

> ■ Partage d'expériences de Mme Alaoui Oulheri, qui anime des processus de mise en dialogue entre société civile et élu·es locaux au Maroc sur des enjeux en lien avec la participation des femmes et les masculinités transformatrices.

12h00-13h00 Pause du midi

13h00-15h00 Rwanda, Comment mener des processus de réconciliation au niveau communautaire suite à des crimes et violences de masse?

> ■ Partage d'expériences de Mr Jean-Baptiste Bizimana, de l'Association Modeste et Innocent, qui au Rwanda a développé une approche holistique de guérison sociale suite au génocide perpétré contre les Tutsi.

15h00-15h15 Pause

15h15-17h15 RD Congo, Comment valoriser les savoirs, aller chercher la parole des publics qui sont tenus à l'écart des structures de pouvoir et de manière générale comment impliquer les acteurs et actrices de la communauté?

> ■ Partage d'expériences de Dimanche Kinyamwanza, du Forum des Amis de la Terre qui, en RD Congo, s'attaque à la question des conflits fonciers en favorisant la mise en place de cadre de dialogue entre acteurs et actrices formel·les et informel·les et en appuyant le renforcement de capacités, notamment des femmes à être actrices et pas uniquement bénéficiaire des mécanismes de justice sociale.

17h15-18h00 Temps d'échange, de synthèse et de recommandations



Modalités pratiques

Inscription

Les ateliers sont accessibles gratuitement. Les places étant limitées, merci de nous avertir bien à l'avance en cas d'annulation. Possibilité d'inscription à la journée.

INSCRIPTION

https://tinyurl.com/vivrensemble

Contact

Nous restons disponibles pour répondre à vos questions par rapport aux ateliers.

Echos Communication:

Wivine Hvnderick

wivine.hynderick@echoscommunication.org

RCN Justice & Démocratie :

Brune Mercier

brune.mercier@rcn-ong.be







Mots d'introduction

RCN Justice et Démocratie

« RCN Justice & Démocratie (RCN J&D) est une ONG belge créée en 1994, active dans le soutien à la justice et la prévention des conflits. RCN J&D défend l'idée que la justice est un pilier du vivre ensemble, un levier de transformation sociale et qu'il existe une pluralité de modèles de justice. Pour servir la société et les personnes, la justice doit s'adapter aux contextes sociaux, économiques et culturels dans lesquels elle se déploie, elle doit être accessible à tous et instituer des normes et des pratiques positives garantissant les libertés et l'égalité devant la loi.

RCN J&D vous l'aurez compris soutient l'idée d'une justice plurielle. Cette vision de la justice nous pousse à valoriser, au-delà de la réponse judiciaire, l'ensemble des mécanismes aptes à résoudre durablement les conflits et à répondre aux besoins de réparation des victimes (médiation-conciliation, justice restauratrice, justices transitionnelles...).

Dans le contexte des sociétés africaines, l'ONG apporte une attention particulière au pluralisme juridique (droit/coutume), à une articulation constructive entre justice coutumière et justice judiciaire et au développement d'une justice plus intègre et respectueuse des droits humains.

Au cœur des processus de résolution des conflits, on retrouve toujours au centre la parole, une scène dans laquelle cette parole s'exprime et une temporalité qui dicte le rythme de cette parole. Pendant longtemps, c'est la parole judiciaire qui a prévalu, la scène du procès, le temps – relativement lent – de l'enquête et du procès, et qui ont constitué des avancées significatives à travers les références à l'instruction à charge et à décharge, au droit à la défense, au procès équitable ou encore à l'indépendance du juge. Il fallait dire le droit, qui est dans son droit et qui ne l'est pas.

Aujourd'hui, cette justice étatique ne suffit plus :

- La parole judiciaire ne donne pas suffisamment de place à la parole des victimes et ne permet pas de répondre aux besoins de réparation psychologique des victimes et à la recherche du pardon qui permet de se relancer réellement dans sa vie;
- La scène du tribunal est très protocolaire et ne créée pas toujours la confiance et la simplicité propice à la libération de la parole;
- **Le temps judiciaire** est très lent et ne correspond pas à la temporalité de la société qui a considérablement accéléré ;
- Quant au droit lui-même, lorsqu'il renvoie à une approche binaire, il ne permet pas toujours de trouver un équilibre pacificateur entre les parties à un conflit.

Face à ces limites, les sociétés s'organisent, elles sont inventives, elles créent leurs propres mécanismes et s'émancipent de plus en plus du modèle judiciaire ou elles revisitent les mécanismes du passé pour trouver des réponses aux besoins présents auxquels le modèle judiciaire ne peut répondre à lui seul. C'est ainsi que depuis les années 2000 la médiation s'est développée et prend de plus en plus de place dans les réformes de justice dans les pays occidentaux. C'est aussi le cas de la justice restauratrice qui offre de nouveaux

espaces de parole et de réparation pour victimes et auteurs d'infractions. Par ailleurs, les sociétés africaines ont beaucoup à nous apprendre à travers la tradition de la palabre qui s'est pérennisée malgré le modèle occidental judiciaire imposé par le colonisateur, elles ont su conserver un lien puissant pour une justice de la parole qui préserve la cohésion sociale. Dans d'autres cas, c'est face à la violence extrême et à la déshumanisation que des sociétés trouvent le ressort d'inventer de nouvelles voies pour revivre ensemble et œuvrer pour la réconciliation. Le cas du Rwanda pour faire face au génocide des Tutsi mérite à ce titre un regard attentif de notre part. »

Echos Communication

Echos Communication est une ONG qui, dans un territoire donné, contribue à mobiliser et relier les acteur·rices de la société civile et des pouvoirs publics, du Nord et du Sud. Partout, les populations font face à des changements qui accroissent les inégalités : dérèglement climatique, vagues migratoires, crises économiques, sociales, politiques, sanitaires. Au niveau des territoires, il existe des ressources pour y faire face : la créativité, les savoirs locaux, la participation citoyenne, y compris des plus défavorisé·es, permettent d'élaborer des stratégies de résilience afin de réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale et la coopération entre territoires. Toutefois, les approches pour mobiliser et relier les parties prenantes dans un territoire, en accompagnant leurs demandes, en valorisant leurs potentiels et en renforçant leurs capacités en vue de favoriser leurs projets de développement durable ne sont pas toujours connues ou acquises par les acteur·rices concerné·es.

La mission d'Echos Communication et de ses partenaires à travers les projets mis en œuvre consiste donc à accompagner sur différents terrains d'intervention – Maroc, Sénégal, Burkina Faso, République Démocratique du Congo, mais aussi Belgique... –, différentes dynamiques territoriales en incluant les personnes les plus défavorisées, pour renforcer la cohésion sociale et réduire les inégalités en vue de favoriser leurs projets de développement durable.

Pour contribuer à cet objectif, Echos Communication collabore, depuis 2017, avec des services communaux, des associations de quartiers, des sociétés de logements sociaux, pour renforcer la prise en compte et la participation de publics marginalisés et/ou *silenciés* et la mise en place de dynamiques collectives d'engagements pour améliorer le vivre ensemble au niveau local. À travers nos interventions, nous n'apportons pas des projets *clés sur porte* mais nous travaillons en partenariat avec les acteurs concernés d'une commune ou d'un quartier, à la mise en place de projets qui valorisent et s'appuient sur la connaissance, les savoir-faire d'acteurs individuels et collectifs qui parfois ne se pensaient pas capables et/ou légitimes de prendre un rôle, un espace, une place. Par le biais de cet atelier, nous avons souhaité contribuer à décloisonner des savoir-faire en rassemblant des acteurs qui agissent au niveau local, et ce dans différents pays, et en créant des espaces de partage de pratiques et de renforcement mutuel.

Principales conclusions et recommandations

Les ateliers ont permis de découvrir différentes contributions issues de la pratique d'acteur·rices du Nord et au Sud; des actions et approches développées dans des contextes spécifiques pour répondre à des enjeux qui leurs sont propres. Mais au-delà de la richesse de ces expériences singulières, nous avons cherché, lors des ateliers, à croiser nos regards, nos métiers, nos expériences pour faire émerger une série d'apprentissages et de recommandations qui pourraient être utiles pour nourrir un travail transversal.

Sur la mise en dialogue et ses défis

Narrations plurielles – vérité vs vérités

La mise en dialogue entre des individus aux perspectives différentes voire opposées est un processus complexe. L'un des premiers défis est celui de rassembler une diversité de profils, chacun apportant sa propre expérience et son propre point de vue. Un travail important en amont doit être effectué avec les individus pour qu'ils puissent percevoir cette diversité comme une richesse, qui permettra de créer des réflexions nouvelles, des perspectives inattendues qui élargiront leur compréhension du monde et d'euxmêmes. Dans ce processus, valoriser l'existence de narrations plurielles est primordiale. Chaque voix a sa propre vérité, et reconnaître cette multiplicité de vérités est fondamental. Contrairement au système judiciaire où il y a souvent un gagnant et un perdant, ici l'enjeu de la mise en dialogue et d'admettre la possibilité qu'il n'y a pas une vérité unique à imposer. Au contraire, il s'agit de créer un espace où ces différentes vérités peuvent coexister et être respectées.

Espace et temporalité

La mise en dialogue, nécessite de créer un cadre ainsi que les conditions pour que les personnes, parties prenantes dans le processus, se sentent en sécurité tant sur le plan physique qu'émotionnel. Cela nécessite aussi la construction d'un lien de confiance entre les participant-es, une confiance qui permettra des échanges ouverts et sincères. Ce processus demande beaucoup de temps et nécessite parfois de travailler en amont sur les relations interpersonnelles, sur les préjugés et les stéréotypes qui peuvent exister entre les différentes parties. Malheureusement, les contraintes de financement et la brièveté des projets peuvent souvent limiter cette possibilité, rendant difficile la création de cet espace de dialogue authentique et durable.

Développer l'écoute active et se focaliser sur la recherche "du commun"

L'écoute active est un outil précieux dans ce processus. Cultiver un sens de l'écoute sans jugement, où chaque voix est véritablement entendue et respectée, est essentiel pour construire des ponts entre des perspectives apparemment opposées. Les participant·es doivent être formé·es aux principes de l'écoute active et y adhérer. Cela implique d'ouvrir des espaces de parole où chacun se sent en sécurité pour s'exprimer librement et dépasser les tabous. Enfin, même parmi des narrations en apparence diamétralement opposées, il est possible de trouver des points communs. C'est là que réside la véritable magie du dialogue : dans la découverte de ce qui nous unit, malgré nos différences. Trouver ces points de convergence peut être le point de départ pour construire des solutions et des compromis qui prennent en compte la diversité des perspectives.

Accepter et favoriser une approche transformative – évolutive

Afin de garantir la pertinence et l'efficacité de ces dialogues, il est essentiel d'avoir une approche évolutive. Notamment, cela peut impliquer la renégociation de coutumes traditionnelles. En reconnaissant que les pratiques culturelles et sociales évoluent avec le temps, nous pouvons créer des espaces où les normes et les valeurs sont constamment réévaluées et adaptées pour répondre aux besoins changeants de la société.

Sur le statut de victime

Repenser le statut de victime

Repenser le statut de la victime dans la résolution des conflits est une étape cruciale. Cette démarche nous pousse à remettre en cause nos conceptions traditionnelles et souvent binaires de ce qu'est une victime. Qui considère-t-on comme victime dans ce système qui souvent simplifie des réalités complexes ? Des groupes entiers de personnes touchées par les conséquences d'un conflit peuvent être exclus du statut de victime. Les familles des personnes parties en Syrie ou même les individus impliqués dans des actes terroristes peuvent-ils être également perçus comme des victimes, même si cela semble à première vue contre-intuitif? Il est essentiel de se questionner à ce sujet et d'explorer la complexité des expériences humaines.

Repenser le rôle et la capacité d'agir de la victime, et des personnes concernées en général

En reconnaissant la souveraineté de la victime, nous cherchons à adopter une approche plus respectueuse et inclusive, favorable à une résolution de conflit potentiellement plus durable. Il est essentiel de laisser les personnes affectées être actrices de la gestion de leur propre conflit. Cela signifie les impliquer activement dans le processus de résolution, en reconnaissant qu'elles sont les mieux placées pour comprendre leurs besoins et leurs aspirations. Leur donner la parole et reconnaître leur capacité à proposer des solutions est essentiel pour favoriser une résolution durable et équitable des conflits. Plus largement, il est nécessaire de reconnaître le pouvoir des personnes et des collectifs à décider de l'orientation de la gestion du conflit. Cela implique de reconnaître l'intelligence et la souveraineté de l'autre partie, et, en tant que partie tierce, de ne pas imposer nos propres attentes ou peurs sur leur capacité à contribuer à la résolution. En laissant les parties être les protagonistes de leur propre réparation et résolution, nous contribuons à créer un environnement propice à la transformation et à la guérison.

Travailler à l'empouvoirement : favoriser la légitimité et la participation

Un aspect important de la résolution de conflit et de la mise en dialogue est de veiller à ce que toutes les voix soient entendues, y compris celles qui sont souvent marginalisées ou négligées, comme, par exemple celles des femmes. Il faut parvenir à ce que toutes les parties se sentent légitimes et/ou soient reconnues comme légitime à prendre la parole. Cela nécessite un travail important de sensibilisation et d'éducation en amont. Des efforts spécifiques peuvent par exemple être déployés pour sensibiliser les hommes à la masculinité positive afin de créer un environnement où chacun-e puisse participer pleinement au processus de résolution de conflit et de justice.

Sur des pratiques et approches inspirantes

Art

L'art peut se révéler un puissant outil dans la résolution de conflits, car il permet de donner et d'ouvrir la parole. Il peut offrir un espace sûr, qui facilite l'expression des voix, en particulier des voix marginalisées ou silenciées, et leur permette d'être entendues. C'est aussi un moyen efficace de favoriser le dialogue et de créer des liens au-delà des barrières culturelles et linguistiques. L'art peut être mobilisé, par exemple, avec des personnes issues de la migration. Plusieurs pratiques illustrent la manière dont l'expression artistique joue un rôle pour ce public en matière de reconstruction identitaire et de guérison.

Trauma et psycho

Il semble nécessaire d'adopter une approche holistique de la résolution de conflit, et pour cela il est crucial d'intégrer la gestion des traumatismes et des dimensions psychologiques : en développant, par exemple, des programmes de psychoéducation et des exercices visant à traiter les douleurs psychologiques, en travaillant l'inconscient et la dimension corporelle pour un rétablissement complet, favorable à la guérison et à la résilience. Aider les individus à surmonter leurs douleurs psychologiques et reconstruire leur bien-être émotionnel est favorable au processus de dialogue et à la réconciliation.

Usage du témoignage

Le témoignage est un outil puissant pour sensibiliser et mobiliser autour de la prévention et de la gestion des conflits. En partageant leurs expériences, les individus peuvent inspirer et encourager d'autres à s'engager dans des processus de transformation sociale et de justice (ex : Retissons du lien). Le témoignage nous confronte à la réalité de l'expérience humaine et nous rappelle notre responsabilité collective envers autrui. Les témoignages de survivant-es et de victimes peuvent également susciter l'empathie et encourager la solidarité. Enfin, par le biais de témoignages, nous pouvons aussi créer des outils pédagogiques efficaces qui suscitent la réflexion et l'action.

Justice restauratrice

La justice restauratrice offre un cadre alternatif prometteur pour aborder les conflits, mettant l'accent sur la guérison et la réparation plutôt que sur la punition. Elle favorise la responsabilité personnelle et la transformation des relations. En favorisant le dialogue et la responsabilité, elle permet aux parties impliquées de trouver elles-mêmes des solutions durables et inclusives. Il semble essentiel de développer davantage cette approche et d'explorer ses possibilités ici en Belgique.

Sur les liens à établir entre l'interpersonnel, le collectif et le systémique Utiliser la puissance du collectif et de la communauté

Pour résoudre efficacement les conflits et promouvoir le changement social, il est crucial d'utiliser la puissance du collectif. Les conflits ne sont pas simplement des affaires individuelles, mais ils révèlent souvent des problèmes plus profonds qui affectent l'ensemble de la société. En identifiant les ancrages communautaires d'un conflit à première vue interpersonnel, les mécanismes de "justice communautaire", favorisent la participation citoyenne et permettent de mobiliser cette même communauté pour résoudre le conflit. S'appuyer sur les communautés et/ou le groupe, pour identifier et résoudre les conflits permet d'insuffler des changements structurels ; renforcer la résilience des communautés et construire des sociétés plus justes et inclusives.

Passer de l'interpersonnel au systémique

Il est nécessaire que les conflits individuels soient compris comme le reflet de tensions plus larges dans la société. Ces conflits disent quelque chose de la société dans laquelle nous vivons. Les espaces de dialogue mis en place (médiation, justice restauratrice etc.) doivent donc être saisis comme des opportunités de réflexion plus large sur les violences structurelles, les violences de notre société. Il faut que l'espace public se saisisse de ces narrations, qu'elles puissent résonner au niveau collectif et institutionnel. Permettre cette résonance, notamment en travaillant avec les institutions, permettrait d'adresser les violences structurelles et de promouvoir des transformations sociales significatives : de passer de l'interpersonnel au systémique.

Les enjeux de l'institutionnalisation

La reconnaissance de ces enjeux et pratiques par les pouvoirs publics semble donc clés. Dans certains contextes cette reconnaissance passe par des processus d'institutionnalisation. Il est vrai que l'institutionnalisation peut contribuer au processus de changement social. Cependant, il semble avant tout important que les institutions "se désinstitutionnalisent", c'est-à-dire qu'elles soient à l'écoute et répondent aux besoins des citoyens de manière plus inclusive et participative. Cela nécessite un dialogue constant entre les institutions et la société civile, les acteurs communautaires, locaux, communaux, sociaux, de la résolution de conflit et une transformation des politiques publiques pour refléter les contributions de toutes les parties prenantes. Insuffler des réflexions aux niveaux politiques et institutionnels, par exemple sur l'approche communautaire de la gestion des conflits est essentielle pour reconstruire les liens sociaux et favoriser une résolution durable des problèmes. Au-delà de l'institutionnalisation des pratiques, ce sont donc surtout des moyens et une reconnaissance par les autorités publiques compétentes qui est à promouvoir.

Sur les publics visés en Belgique

Travailler avec les diasporas

Dans le cadre de la gestion et de la résolution des conflits en Belgique, il est essentiel d'inclure les diasporas et d'adopter des approches appropriées et innovantes, notamment en lien avec les pratiques de résolution de conflits des pays dont elles sont issues. En s'inspirant des expériences et des pratiques propres à ces contextes spécifiques, les acteurs de la résolution de conflits peuvent adapter leurs approches pour mieux répondre aux besoins et aux défis rencontrés par les communautés diasporiques. Il est aussi crucial d'appliquer l'idée de la psychoéducation dans la prise en charge de ces groupes, en reconnaissant et en traitant les traumatismes et les tensions interculturelles de manière appropriée. De plus, il est important de comprendre les spécificités culturelles et les modes de communication propres à chaque communauté diasporique afin de favoriser un dialogue ouvert et inclusif. Travailler en partenariat avec les diasporas et leur donner une voix dans les processus de résolution des conflits, pourrait contribuer à renforcer la cohésion sociale au sein de la société belge.

Sur l'apprentissage mutuel et la richesse des échanges de pratiques du "Sud" et du "Nord" :

Ces ateliers permettent de prendre conscience de la diversité des pratiques de résolution des conflits et sont des opportunités d'apprentissage mutuel, de décentrage, et de décloisonnement des pratiques et des savoirs entre des acteurs qui n'ont pas l'occasion de se rencontrer et d'échanger. En s'inspirant des approches et des expériences d'autres contextes, nous sommes invités à repenser nos propres méthodes et à les adapter localement. Cependant, tout en s'autorisant à explorer des approches nouvelles et innovantes, il est essentiel de respecter les particularités locales et le principe d'endogénéité des projets.

2 Justice & Démocratie

Boulevard Adolphe Max 13-17 1000 Bruxelles +32 (0)2 347 02 70

info@rcn-ong.be www.rcn-ong.be

20 Verte Voie 1348 Louvain-la-Neuve Belgique +32 (0)10 24 80 69

info@echoscommunication.org www.echoscommunication.org

